

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

« MUTTI »

VA DEVOIR MONTRER SON VRAI VISAGE

Le succès remporté par l'AfD et l'entrée de l'extrême droite au Bundestag pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, marquent la fin de l'exception allemande. Un choc pour l'Allemagne, mais aussi pour l'ensemble de l'Europe. Après les scrutins aux Pays-Bas et en France, nous avons cru - ou voulu croire - que l'extrême droite était vaincue sur le sol européen puisqu'elle n'avait pas atteint les scores redoutés et/ou avait raté l'accès au pouvoir. Il n'y avait cependant pas matière à être soulagé. Le scrutin de ce dimanche vient nous rappeler la difficile vérité : l'extrémisme de droite est désormais fermement installé au sein de nos démocraties européennes. En France, Marine Le Pen a perdu la présidentielle mais son parti a gagné plus de deux millions de voix entre les deux tours tandis qu'aux

Pays-Bas, Geert Wilders a conforté post-élection la position de son parti. Les dirigeants populistes ne s'y sont pas trompés, hier, en se précipitant pour féliciter leur camarade président de l'Alternativ für Deutschland qui, durant la campagne, avait déclaré qu'on pouvait être fiers des prestations des soldats allemands durant la Seconde Guerre mondiale... (sic). La mauvaise nouvelle est double ce dimanche pour l'Europe : d'une part, une force extrémiste s'est ancrée au cœur de la démocratie la plus puissante et du pays économiquement et politiquement le plus déterminant du Vieux Continent, mais d'autre part la CDU de M^{me} Merkel gagne l'élection en enregistrant son plus mauvais score depuis 1945. Cela signifie donc que MM. Juncker, président de la Commission, Macron président de la France, Draghi président de la Banque centrale européenne, mais aussi Charles Michel et son club de Premiers ministres volontaristes du Bene-
La CDU gagne l'élection en enregistrant son plus mauvais score depuis 1945

lux, vont avoir beaucoup de mal à faire de cette Allemagne sortie des urnes la partenaire des ré-

formes progressistes qu'ils veulent mener, notamment pour l'Union économique et monétaire. La « de nouveau » chancelière Angela Merkel aura fort à faire si elle veut défendre les idées pour lesquelles elle a demandé à Emmanuel Macron de d'abord réformer la France. La contre-performance électorale de son parti va l'obliger à pactiser avec des libéraux eurosceptiques et à en découdre en interne avec ceux qui estiment qu'ils payent pour le laxisme - européen et migratoire - de leur patronne.

Aujourd'hui donc, les pro-Européens ont les yeux tournés vers Angela Merkel et sont extrêmement anxieux. La chancelière va-t-elle utiliser ce quatrième et dernier mandat - et un score électoral qui relève de la prouesse vu les circonstances - pour faire advenir le nouveau Graal d'une Europe renforcée, solidaire et ouverte au monde ? Ou celle que certains vont accuser d'être surtout la « Mutti » de l'extrême droite va-t-elle succomber à son pragmatisme politique atavique, qui l'entraînera cette fois à suivre les sirènes de la droite dure et à réduire l'horizon européen à un minimum minimorum ? La balle est dans le camp d'Angela.